



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 29 (2023)

Faits saillants

- ❖ Philippines : approbation de la création d'un fonds souverain de 9 Mds USD
- ❖ Singapour/Malaisie : recul des échanges commerciaux au premier semestre
- ❖ Cambodge : hausse des exportations de 24% vers les pays membres du RCEP

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

+40%

Croissance des introductions en bourse dans la région au 1^{er} semestre, à comparer à un recul de 30% au niveau mondial

Région

BA sD : prévision de croissance en 2023 quasi-inchangée à +4,6%

Dans son dernier rapport sur les perspectives économiques de la région (juillet 2023), la BA sD n'a révisé que de 0,1 point de croissance à la baisse ses prévisions pour l'Asie du Sud-Est, de 4,7% à 4,6% en 2023 et de 5,0% à 4,9% en 2024. Si la reprise de la demande intérieure depuis la fin de la crise sanitaire devrait continuer de porter l'activité, la plus faible demande mondiale en produits manufacturés devrait être défavorable aux exportations. Selon la BA sD, la consommation a été l'un des principaux moteurs de la croissance au premier semestre, sur fond d'amélioration de l'emploi et des revenus dans la plupart des pays de la zone. La reprise progressive du tourisme a également été un facteur positif pour les économies les plus dépendantes de ce secteur, tandis que le rebond de l'économie chinoise devrait soutenir les ventes de produits agroalimentaires. Côté inflation, les prévisions sont également revues à la baisse de 0,1 point : de 4,4% à 4,3% en 2023 et de 3,3% à 3,2% en 2024 (détente des cours mondiaux des produits de base, ralentissement du resserrement des politiques monétaires).

	GDP Growth Rate and Inflation, %									
	GDP Growth					Inflation				
	2022	2023		2024		2022	2023		2024	
	April	July	April	July		April	July	April	July	
Southeast Asia	5.6	4.7	4.6	5.0	4.9	5.1	4.4	4.3	3.3	3.2
Indonesia	5.3	4.8	4.8	5.0	5.0	4.2	4.2	3.8	3.0	3.0
Malaysia	8.7	4.7	4.7	4.9	4.9	3.4	3.1	3.1	2.8	2.8
Philippines	7.6	6.0	6.0	6.2	6.2	5.8	6.2	6.2	4.0	4.0
Singapore	3.6	2.0	1.5	3.0	3.0	6.1	5.0	5.0	2.0	2.0
Thailand	2.6	3.3	3.5	3.7	3.7	6.1	2.9	2.9	2.3	2.3
Viet Nam	8.0	6.5	5.8	6.8	6.2	3.2	4.5	4.0	4.2	4.0

Vers un accroissement de la demande régionale en gaz naturel liquéfié

Selon un récent article du Asia Nikkei Review, le Vietnam et les Philippines auraient commencé à importer du gaz naturel liquéfié (GNL) ces dernières semaines, témoignant de leurs efforts à adopter des sources d'énergie alternatives au charbon. Le Vietnam a reçu la semaine dernière sa première cargaison de GNL indonésien acheté via la société d'Etat PetroVietnam Gas au terminal de Thi Vai, tandis que les Philippines auraient reçu, un mois auparavant, leurs premières importations de GNL pour une centrale électrique au gaz dans le nord de l'île de Luzon. L'achat de GNL aux Philippines a été effectué par AGP International Holdings, soutenu par Osaka Gas et la Banque japonaise pour la coopération internationale. Ces pays ne sont pas les premiers de l'ASEAN à procéder à des importations de GNL, la Thaïlande, Singapour, et la Malaisie l'ayant fait dès les années 2010, et la Birmanie dès 2020. Le Cambodge serait le prochain sur la liste, ayant adopté une stratégie en trois phases à l'horizon 2034.

Évolution à contre-courant des IPO par rapport au reste du monde

En dépit des vents contraires soufflant sur l'économie mondiale, les introductions en bourse (« IPO », pour Initial Public Offering) ont significativement augmenté sur les places boursières d'Asie du Sud-Est au premier semestre. Alors qu'au niveau mondial, le montant collecté grâce à des IPO a diminué d'environ 30% en glissement annuel de janvier à juin, il aurait augmenté d'environ 40% dans la région, sur la même période. Les IPO qui se sont démarquées sont celles des sociétés reposant sur la demande intérieure, dans l'immobilier, l'agroalimentaire, ainsi que celles spécialisées dans les énergies renouvelables. Le 19 juin dernier, la société minière indonésienne Amman Mineral est ainsi parvenue à lever un montant record sur la place financière de Jakarta (plus de 700 M USD).

Malaisie

Recul des échanges commerciaux au second trimestre

L'excédent commercial s'est réduit de 8,8% (11,7 Mds USD) au deuxième trimestre, avec une baisse des exportations de 11,1% (75,6 Mds USD) et de 11,5% pour les importations (63,9 Mds USD), en g.a. Le premier semestre 2023 s'est ainsi conclu avec un solde s'établissant à 25,7 Mds USD (-3,6% en g.a.), avec une chute des exportations en valeur de pétrole brut (-12,2%) et d'huile de palme et ses produits dérivés transformés (-29,5%). D'un point de vue géographique, les exportations vers la Chine (13,1% du total), les États-Unis (11,0%) et l'Union européenne (8,0%) ont reculé respectivement de 8,8%, 2,2% et 11,7%, tandis que celles à destination de Singapour (16,3%) ont augmenté de 7,8%. La Chine conserve son rang de 1^{er} fournisseur du pays (21,2% des importations) malgré une baisse des échanges de 5,2%.

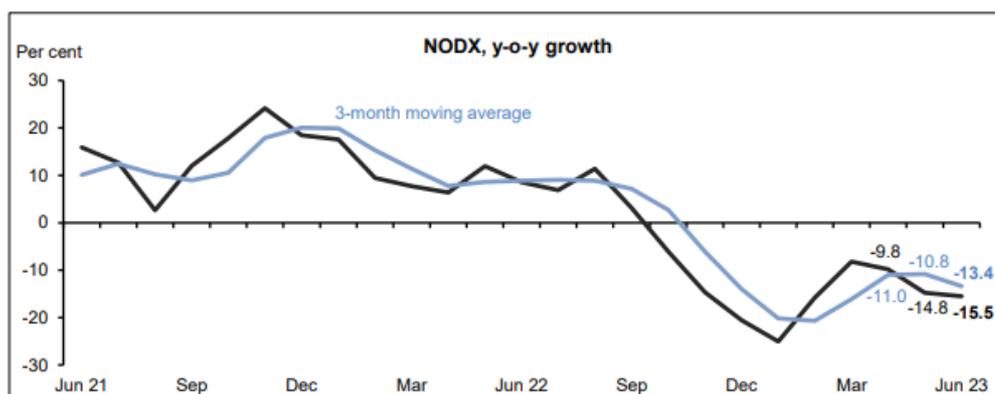
Interventions de la banque centrale pour soutenir le ringgit

Après avoir perdu 6,2% face au dollar américain en 2022, le ringgit continue à se déprécier depuis le début de l'année 2023 (-3,5% au 20 juillet 2023). La banque nationale malaisienne a décidé de maintenir son taux d'intérêt directeur à 3,0% pour ne pas entraver la croissance. Elle a choisi de soutenir le ringgit en intervenant sur le marché des liquidités interbancaires au moyen d'autres instruments de politique monétaire (opérations de Reverse Repo, émissions de bons interbancaires Bank Negara Interbank Bills). La hausse des taux KLIBOR de court terme qui en découle vise à permettre de réduire le différentiel de taux avec le LIBOR américain, et donc freiner la dépréciation de la monnaie. Le taux du KLIBOR 3 mois est ainsi passé de 2,11% au 21/01/2023 à 3,61% au 11/07/2023 et s'établit à 3,49% au 21 juillet (BNM).

Singapour

Baisse des échanges commerciaux au premier semestre

Selon les données de Enterprise Singapore, les exportations hors pétrole et réexportations (« NODX », pour Non-Oil Domestic Exports), ont chuté de 15,5% en juin par rapport à 2022, prolongeant ainsi le déclin du mois précédent et marquant le 9^{ème} mois consécutif de contraction. Cette baisse était largement anticipée par les économistes du secteur privé (15,6%). Sur l'ensemble du premier semestre, la baisse atteint 14,8% en valeur et 9,2% en volume. Les ventes de machines et matériels de transport (~40% du total) se sont repliées, tant en valeur (-19,6%) qu'en volume (-15,3%), reflétant la dégradation des chiffres de la production industrielle et du PIB au second trimestre. Les données par pays montrent un repli généralisé des exportations, en particulier vers les pays asiatiques (-14,0%). Sur cette période, les exportations vers la France diminuent de 16,2% tandis que les importations s'accroissent de 14,8%.



Note: On a 3-month moving average (3MMA) y-o-y basis, NODX declined by 13.4% in June 2023, following the 10.8% decrease in May 2023.

Contrat d'exploitation ferroviaire à Paris remporté par ComfortDelGro

ComfortDelGro a décroché un contrat d'exploitation ferroviaire à Paris, devenant ainsi la première entreprise singapourienne à conclure un tel accord en Europe. Le contrat concerne le secteur sud de la ligne 15 du Grand Paris Express, un nouveau système automatisé de métro dans la région du Grand Paris. Le contrat initial est de six ans, avec la possibilité d'une prolongation à neuf ans. ComfortDelGro a remporté ce contrat en tant que membre d'un consortium international avec deux partenaires français, l'opérateur de transport d'État RATP Dev et le fabricant de trains Alstom. Le contrat marque une étape significative pour l'entreprise dans son expansion internationale dans le secteur ferroviaire.

Inauguration de la première centrale de cogénération à hydrogène

Keppel et un consortium composé de Mitsubishi Power Asia-Pacific et Jurong Engineering ont officiellement lancé la construction de la première centrale de cogénération à hydrogène de Singapour. La centrale Keppel Sakra Cogen (KSC), d'une capacité de 600 MW, sera située dans le secteur Sakra de Jurong Island. Prévues pour être terminées au premier semestre 2026, la centrale sera la plus économe en énergie de Singapour, avec une intensité d'émissions plus faible et une plus grande flexibilité opérationnelle. Cette centrale marque la première centrale électrique annoncée à Singapour depuis sept ans. Keppel est investisseur dans le projet et a attribué un contrat d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (EPC) au consortium pour la construction de la centrale.

Appel à propositions pour le projet de TGV entre Singapour et Kuala Lumpur

La Malaisie a récemment invité des entreprises privées à soumettre des propositions pour évaluer la faisabilité d'un partenariat public-privé sur le projet de train à grande vitesse (TGV) avec Singapour. Le projet, qui prévoit une liaison ferroviaire de 350 km entre Singapour et la capitale malaisienne, avait été suspendu pendant plus de deux ans. Le gouvernement malaisien, par l'intermédiaire de MyHSR Corporation, a lancé une demande d'informations (RFI) après avoir obtenu des propositions préliminaires de sociétés privées. Une fois les propositions reçues, elles seront évaluées par MyHSR. Il a été rapporté en mars que le gouvernement avait rencontré plusieurs entreprises privées pour évaluer leur intérêt pour le projet, dont le coût était initialement estimé à 17 Mds USD (22,7 Mds SGD).

Vietnam

Scepticisme à l'égard des statistiques économiques

L'écart entre le chiffre officiel de la croissance au deuxième trimestre (+4,4%) et l'estimation faite par Standard Chartered (+1,5%) pousse plusieurs sources à s'interroger quant à la fiabilité des statistiques économiques vietnamiennes, d'autant plus que le climat des affaires est négatif (seul 30% des entreprises manufacturières ont observé une amélioration des conditions commerciales au T2). Par ailleurs, la Banque asiatique de développement vient d'abaisser ses prévisions de croissance, de 6,5 % à 5,8 % pour 2023 et de 6,8% à 6,2% pour 2024, en raison des difficultés économiques persistantes.

Hausse des démissions dans le secteur public

Selon un rapport du ministère de l'Intérieur, près de 19 000 fonctionnaires ont quitté leur emploi depuis juillet de l'année dernière. Cela représente 1 582 départs par mois, soit 200 de plus par mois que sur les deux années précédentes. Le secteur de l'éducation est particulièrement touché (54,2% du total des démissions), suivi par le secteur de la santé (26,5%). La plupart ont moins de 50 ans (86,3%) avec près de la moitié ayant un baccalauréat et 15,7% ayant une maîtrise. Hanoï et Ho Chi Minh-Ville enregistrent le plus grand nombre de démissions (40% du total). Les principales raisons de ces départs sont la faiblesse des salaires, la charge de travail (intensifiée depuis d'importantes réductions d'effectifs) et l'inefficacité des politiques visant à attirer des nouveaux talents. Pour endiguer ces départs, le salaire mensuel de base, à partir duquel le salaire final est calculé grâce à un coefficient dépendant du niveau hiérarchique du salarié, a été porté à 76,3 USD par mois (contre 64 USD auparavant) le 1^{er} juillet. Cette hausse porte le salaire moyen dans le secteur public à 435 USD, bien en dessous des niveaux observés en Thaïlande (2 400 USD), en Malaisie (1 226 USD) et au Cambodge (720 USD).

Construction d'une usine de silicium et de semi-conducteurs

La filiale thaïlandaise du groupe chinois Jiangsu Runergy New Energy Technology, spécialisé dans la production de panneaux photovoltaïques, va investir 293 M USD dans une usine de fabrication de silicium et de semi-conducteurs dans la zone économique de Đông Nam au sud-est de Nghe An (nord du Vietnam). Cette usine devrait permettre une production annuelle de 14 635 tonnes de silicium et de 995 millions de semi-conducteurs de 182 mm, et marque une étape importante dans le secteur technologique en plein essor du pays. Le Vietnam bénéficie de la diversification en cours des approvisionnements - notamment depuis la Chine et Taiwan.

Augmentation de 50% des importations de charbon en mai et juin

Les services publics ont augmenté leurs importations de charbon thermique à plus de 3 M tonnes en mai et juin, par rapport à une moyenne mensuelle d'environ 1,5 M tonnes en 2022 (Kpler). Cette hausse intervient dans une nécessité d'assurer l'approvisionnement énergétique du pays, en proie à de fortes chaleurs entraînant une utilisation accrue de climatiseurs énergivores. Elle est aussi liée à la (timide) reprise de l'activité industrielle chinoise et, par ricochet, à la relance des chaînes de sous-traitance au Vietnam. Alors que le pays souhaiterait augmenter la proportion d'énergies renouvelables et réduire les émissions du secteur de l'électricité, il s'agit du niveau d'importations le plus élevé en trois ans. En conséquence, la génération d'électricité à partir de charbon et donc les émissions devraient grimper en flèche cet été (principalement dans le nord où se situent la majorité des centrales) – en 2022, le Vietnam était déjà le 18^{ème} émetteur mondial de CO2. Les importations proviennent majoritairement d'Indonésie et d'Australie puis, dans une moindre mesure, de Russie et d'Afrique du Sud.

Thaïlande

Vers une normalisation graduelle de la politique monétaire

Selon des récentes déclarations du directeur de la banque centrale thaïlandaise, la deuxième économie de l'ASEAN devrait connaître une croissance de 2,9% en glissement annuel au premier semestre et de 4,2% au second semestre, stimulée par le tourisme. L'inflation, actuellement à 0,23%, devrait revenir dans la fourchette cible de 1% à 3% prochainement. La banque centrale réexaminera sa politique le 2 août, avec une nouvelle hausse d'un quart de point à 2,25% anticipée par la plupart des économistes. Pour mémoire, la Banque de Thaïlande avait relevé son taux d'intérêt directeur à six reprises depuis août 2022, le portant à 2%, pour freiner l'inflation. Malgré l'augmentation attendue des exportations au second semestre 2023, celles-ci devraient rester stables pour l'année dans son ensemble.

Philippines

Loi sur le fonds souverain Maharlika, doté d'un capital de 9,2 Mds USD, promulguée par le président Ferdinand Marcos Jr

Le 18 juillet, le président Ferdinand Marcos Jr a signé la loi 11954 (Maharlika Investment Fund Act of 2023), créant le fonds souverain Maharlika (MIF), destiné à stimuler la croissance et le développement d'infrastructures aux Philippines. Doté d'un capital-actions initial de 500 Mds PHP (9,2 Mds USD), le MIF est géré par l'entreprise publique Maharlika Investment Corporation (MIC) nouvellement créée. La loi prévoit que le conseil d'administration de MIC sera présidé par le ministre des Finances et que le vice-président et directeur général sera nommé par le président de la République des Philippines. L'Etat philippin souscrit pour 500 M d'actions soit 50 Mds PHP (0,9 Mds USD). Cette souscription sera financée par les dividendes perçus par la banque centrale (BSP) au cours des deux prochains exercices budgétaires (avec un plafonnement à 50 Mds PHP) soit d'ici la fin d'année 2024. Les banques publiques Land Bank of the Philippines et Development Bank of the Philippines sont tenues de souscrire à des actions du fonds pour respectivement 50 Mds PHP (0,9 Mds USD) et 25 Mds PHP (0,5 Mds USD). Les banques et les entreprises privées seront également autorisées à investir. Les obligations émises par la Maharlika Investment Corp. seront garanties par ses propres actifs et assorties de taux d'intérêt plus élevés que les bons du Trésor émis par l'État philippin. Les fonds sont destinés à être investis dans des actifs diversifiés (notamment devises étrangères, instruments à revenu fixe, obligations d'entreprises nationales et étrangères, joint-ventures, fusions et acquisitions, projets immobiliers et d'infrastructures). La loi interdit explicitement à certaines caisses de retraites et d'assurance santé d'investir dans le fonds (SSS, GSIS, PhilHealth, Pag-IBIG Fund, OWWA et PVAO Pension Fund).

Approbation du projet de réhabilitation de l'aéroport international de Manille (NAIA) par l'Autorité pour l'économie et le développement

Le conseil d'administration de l'Autorité nationale pour l'économie et le développement (NEDA) a approuvé le 19 juillet 2023 le projet de partenariat public-privé (PPP) de l'aéroport international Ninoy Aquino (NAIA) pour une durée de 15 ans avec extension possible de 10 ans, sur un modèle réhabilitation-exploitation-expansion-transfert (ROET). Le projet est porté par le ministère des Transports (DOTr) et l'Autorité de l'aéroport international de Manille (MIAA) pour un coût total estimé à 170,6 Mds PHP (3,1 Mds PHP), et prévoit d'augmenter la capacité aéroportuaire de 35 millions de passagers par an (MPPA) à 62 MPPA, et d'augmenter le nombre de mouvements aériens par heure de 40 à 48. Cette approbation de la NEDA permettra le lancement de l'appel d'offres par le DOTr et MIAA qui pourrait avoir lieu d'ici la fin de l'année.

Cambodge

Exportations en hausse de 24% vers les pays membres du RCEP

Au premier semestre, le Cambodge a exporté pour près de 4,1 Mds USD de marchandises vers les 14 autres membres de l'accord de partenariat économique global régional (RCEP). Cela correspond à une augmentation de 24% par rapport à la même période en 2022, date à laquelle cet accord de libre-échange est entré en vigueur le 1er janvier au Cambodge. Le Royaume bénéficie de droits de douane très faibles depuis lors, ce qui expliquerait un accroissement du commerce avec les autres pays dans la région. Les trois principales destinations d'exportation RCEP selon les douanes étaient le Vietnam, la Chine et le Japon, avec des expéditions entre janvier et juin d'une valeur respectivement de 1,43 Mds USD, 713 M USD et 545 M USD (riz, fruits, noix, caoutchoucs, produits de la pêche, vêtements, sacs, chaussures, meubles, fournitures de bureau, maroquinerie, etc.). Ces chiffres méritent toutefois d'être confirmés dans le temps, notamment quand les exportations vers les deux premiers marchés du Cambodge, Etats-Unis et Union européenne, reprendront.

Et une, et deux, et trois autoroutes ?

Après avoir inauguré en juin le début de la construction de la seconde autoroute du pays, reliant Phnom-Penh à Bavet, ville-frontière avec le Vietnam, le Premier ministre Hun Sen a lancé cette semaine une commission interministérielle pour le 3^{ème} projet autoroutier au Cambodge. Il reliera la capitale à Poïpet, ville-frontalière avec la Thaïlande, en passant par Siem Reap. Poursuivant le schéma mis en place pour les deux premières autoroutes du pays, le projet sera attribué à China Road and Bridge Corporation, via une concession (Build-Operate-Transfer) de 50 ans. La construction pourrait démarrer dès fin 2024 pour un coût estimé à 4 Mds USD. Ce coût, précisément, soulève la question de sa rentabilité, au regard en particulier de la faible fréquentation de la première autoroute du pays, ouverte en octobre 2022. Ce nouveau projet révèle surtout le fort engagement de la Chine dans le développement des « nouvelles routes de la soie » au Cambodge. On pourrait également citer en ce sens le nouvel aéroport international de Siem Reap. Prévu pour entrer en service courant octobre, il a été attribué en concession (55 ans) à l'entreprise chinoise Yunnan Investment Holdings, qui n'a aucune expérience de gestion aéroportuaire.

Laos

Tous tendus vers le même objectif !

Autorités laotiennes comme milieu des affaires partagent les mêmes constats et les mêmes objectifs : face à une situation économique et financière qui reste difficile, il faut restaurer la valeur de la monnaie, attirer plus d'investisseurs, juguler l'inflation... Des nuances apparaissent toutefois entre les premières et le second lorsqu'on entre dans les détails. Les entreprises souhaitent plus de souplesse pour accéder aux devises quand la banque centrale a fermé tous les bureaux de change indépendants. Et les autorités veulent s'assurer que les recettes d'exportation entrent bien dans le système bancaire, que les recettes budgétaires sont bien collectées (impôts et produits des concessions en particulier). Même en y parvenant, il faudra encore un peu de temps pour restaurer la confiance, notamment des marchés financiers. Il est vrai que la restauration, même partielle, de la valeur du kip, aiderait grandement à contrôler une inflation largement importée.

Triangle d'or, une zone économique spéciale perfectible ?

La ZES du Triangle d'or (GTSEZ), à cheval sur le Laos (province de Bokéo), la Birmanie, la Thaïlande et la Chine, porte un nom qui la dépasse ; peut-être. Cette zone était connue pour de nombreux trafics, notamment celui de la drogue. Les autorités laotiennes ont souhaité la développer pour attirer des investisseurs, des touristes, équilibrer le développement du territoire... Elles ont favorisé la construction d'un nouvel aéroport international moderne pour appuyer ces efforts. On ne peut que souscrire à ces objectifs. D'ailleurs, Les autorités de la ZES, souhaitant développer le tourisme également, ont annoncé lutter contre toutes les activités illégales dans la zone, y compris les activités en ligne illégales et les centres d'appels « illégitimes ». Louable intention lorsqu'on sait que le directeur de la GTSEZ, Zhao Wei, est loin d'être irréprochable. Il est même accusé, notamment par les Etats-Unis – le Trésor américain le sanctionne ainsi que ses entreprises depuis janvier 2018 – de nombreux trafics (drogues, êtres humains, trafic d'espèces protégées ou encore blanchiment).

Birmanie

Nouvelle exemption en faveur des exportateurs

La Banque centrale du Myanmar (CBM) a révisé sa politique de conversion obligatoire des recettes d'exportation en kyats à la référence officielle, la faisant passer de 65% à 50% des recettes d'exportation, selon une annonce du 13 juillet. Consécutivement à la mise en œuvre d'une directive prise le 4 avril 2022, rendant obligatoire sous 24 heures la conversion en monnaie locale de toutes les rentrées de devises à un taux administré, la banque centrale birmane a progressivement mis en place une série d'exemptions, dont fait partie la nouvelle directive du 13 juillet. En outre, le règlement stipule que le transfert de devises étrangères vers des pays étrangers doit être effectué par l'intermédiaire de banques agréées et nécessite l'approbation du Comité de réglementation des changes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN
Rédacteurs : Esmâ LAOUADI, Olivia PEZARD

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité
Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité